



# La Turquie tentée de ménager Daech

**L**a Turquie est régulièrement accusée, depuis environ un an, d'ambiguïté à l'égard de l'Etat islamique (EI). La décomposition syrienne et le déchaînement des tensions régionales, sans qu'aucune solution viable ne se profile, encouragent les explications simplistes. Resurgit en l'occurrence à l'égard d'Ankara l'habituel soupçon de duplicité. Soupçon qui entretient en retour l'amertume des Turcs, persuadés d'être d'éternels boucs émissaires et les premières victimes d'une situation incontrôlable - le ralliement récent en Afrique de Boko Haram à l'EI faisant en outre monter les enchères bien au-delà du Moyen-Orient.

Trois épisodes en un an ont attiré l'attention sur le mystère des relations entre Ankara et l'EI. Au printemps 2014, le groupe djihadiste effectuait une percée spectaculaire en Irak, s'emparait de Mossoul et occupait le consulat turc sur place, prenant 54 personnes en otage. L'EI installait ensuite son QG irakien dans le bâtiment turc. Les otages ont tous été libérés en septembre et en bonne santé sans que, aux dires d'Ankara, aucune concession n'ait été faite aux ravisseurs. A l'automne dernier, les affrontements entre les Kurdes

et Daech prenaient un tour dramatique à Kobane, la Turquie refusant le passage aux combattants kurdes du PKK qui souhaitaient prêter main-forte à leurs frères d'armes en Syrie. Ankara renvoyait alors dos à dos les terroristes kurdes et islamistes. En janvier dernier, les attentats perpétrés à Paris par des islamistes radicaux soulignaient de façon dramatique le problème du passage des djihadistes étrangers vers le théâtre syrien. La Turquie, accusée de laxisme à leur égard, est désignée comme une « autoroute du djihad ». Les autorités turques reprochent pour leur part

La Turquie fait théoriquement partie de la coalition anti-Daech, mais refuse de l'affronter. Daech, s'il n'est déjà un partenaire obligé d'Ankara, risque de le devenir.

aux Européens d'être incapables de surveiller leurs propres frontières.

A la suite des attentats, le ministre turc des Affaires étrangères a brièvement admis, dans un rare réflexe défensif, qu'il était pratiquement impossible de contrôler les 900 km de la frontière turco-syrienne. Ankara s'est ensuite exprimé sur le danger qu'incarne Daech à sa porte et sur son territoire même. La présence effective des djihadistes et de leurs réseaux d'influence est en effet



**DOROTHÉE SCHMID**

Ankara prend acte de l'existence de Daech plus qu'il ne le combat, argumente la chercheuse à l'Ifrri\*.



largement attestée en Turquie, depuis les combattants soignés dans les hôpitaux turcs à la frontière jusqu'aux passeurs et aux trafiquants d'armes installés un peu partout, y compris à Istanbul, en passant par les groupes pro-Daech qui affrontent les étudiants de gauche dans les universités du pays. Daech recrute largement en Turquie même, mais cette réalité sociale semble difficile à admettre.

Les services turcs affirment en revanche que plusieurs milliers de djihadistes étrangers constituent une menace et alertent les représentations diplomatiques occidentales sur la possibilité d'attentats. Une femme kamikaze d'origine russe, mariée à un djihadiste de l'EI en Syrie, s'est fait exploser

dans un commissariat du quartier touristique de Sultanahmet à Istanbul le 6 janvier dernier.

La Turquie est évidemment, du fait de sa situation géographique, en première ligne sur le dossier Daech. Or la politique turque est de moins en moins déchiffrable. Le gouvernement gère une mosaïque d'intérêts difficiles à concilier et s'appuie sur des calculs diplomatiques intégrant à la fois des paramètres sécuritaires et sa volonté d'influence régionale. L'endigement artisanal des tensions, notamment dans les régions frontalières avec la Syrie, est prioritaire en période électorale – les législatives ont lieu dans quelques mois. Le gouvernement turc fait ainsi tout pour éviter un débat qui risque de déraper en sa défaveur. Entre contrôle et déni, il fait systématiquement disparaître de la presse ou des réseaux sociaux tout indice qui permettrait d'y voir plus clair.

Dans ce contexte hautement anxiogène, on peut s'interroger sur les

choix turcs en Syrie. Comme d'autres puissances, la Turquie a joué avec le feu en pariant sur l'efficacité des groupes djihadistes pour vaincre rapidement Bachar el-Assad. Elle continue aujourd'hui de désigner Bachar comme son premier ennemi tout en s'efforçant d'accommoder le reste de l'équation régionale. La Turquie fait ainsi théoriquement partie de la coalition anti-Daech, mais refuse de l'affronter. Le rêve d'influence sunnite que poursuit Ankara intègre le phénomène de Daech à la fois comme un symptôme des rééquilibres communautaires en cours dans la région et comme une réalité sociale et politique potentiellement durable. Autrement dit, Daech, s'il n'est déjà un partenaire obligé, risque de le devenir.

Du côté de l'Etat islamique, la relation avec les Turcs est indispensable pour consolider l'économie de trafic qui nourrit le djihad. Ankara peut aussi jouer le rôle d'intermédiaire politique à l'occasion. Si l'organisation raisonne bien en proto-Etat, la Turquie aura son mot à dire sur l'avenir de cette entité.

Le rapport de forces est donc incertain. La Turquie n'est pas immunisée contre le virus islamiste et elle constitue pour Daech un point de pression. A ce titre, l'opération furtive de rapatriement des restes de Soulemane Shah, le grand-père du fondateur de l'Empire ottoman, Osman I<sup>er</sup>, enterres sur une enclave turque en territoire syrien et récupérées nuitamment par l'armée turque dans la nuit du 21 au 22 février face à l'avance des djihadistes, ajoute au mystère. Entre chantage et contamination, Daech semble se rapprocher, tandis que les alliés de la Turquie assistent impuissants aux représentations du théâtre d'ombres turco-syrien.

\* *Institut français des relations internationales*